COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Revue de presse
du 14 au 20 Juillet 2018

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI

Sommaire

I. COI et ses projets

1.1 Biodiversité 3

- Diversité biologique : la CECN restituée ce jour
- CECN, premiers résultats sur Nosy Be : Stock de carbone en baisse et stock d'eau en abondance
- Engagement pour les valeurs biologiques
- Capital naturel : vers la confrontation des données
- Écosystème Marin : Les Herbiers ce pilier de nos lagons

1.2 Coopération 9

- 11e édition du Forum Économique des iles de l'océan Indien

1.3 Culture 10

- Prix littérature de l'océan Indien – Écrivains et poètes, livrez vite votre plume

1.4 Énergie Renouvelable 12

- Projet Jiro-Ve : Accès à l'éclairage propre, bon marché et écologique

1.5 Sécurité Maritime 14

- Ouverture à Nairobi d'une réunion sur la piraterie maritime
- Group seeks wider mandate to crush sea piracy
- Kenya calls for commitment to eradicate piracy off coast of Somalia
- Countries resolve to revitalize war against piracy off Somalia Coast
- Kenya denies troops involved in sugar, charcoal trade in Somalia
- Kenya calls for commitment to eradicate piracy off coast of Somalia
- Contact Group on Piracy off the Coast of Somalia (CGPCS)
- Kenya denies troops involved in sugar, charcoal trade in Somalia
- La communauté internationale mobilisée contre la piraterie dans l'Océan indien
- La COI préside la 21ème session plénière du Groupe de contact sur la piraterie au large des côtes somaliennes

Diversité biologique : la CECN restituée ce jour

Placé sous l'égide du ministère de l'Environnement, de l'écologie et des forêts, un atelier de restitution des résultats de mise en œuvre de l'outil de Comptabilisation écosystémique du capital naturel (CECN) se déroule, ce jour, à l'hôtel Panorama Andrainarivo.

Cela faisant suite à l'engagement de Madagascar sur la conservation de la diversité biologique, conforme aux objectifs d'Aichi, stipulant que « d'ici 2020, les valeurs de la diversité biologique seront incorporées dans les comptes nationaux. Elles seront également intégrées dans les stratégies et les processus de planification nationaux et locaux de développement et de réduction de la pauvreté ».

De ce fait, à travers l'axe stratégique 5 de son Plan national de développement (PND), Madagascar a établi comme priorité la valorisation du capital naturel.

Une feuille de route nationale a ainsi été élaborée en décembre 2015, dans le cadre du Programme biodiversité de la Commission de l'océan Indien (COI), financé par l'Union européenne. L'objectif étant d'adopter la norme du cadre central du système de comptabilité économique et environnementale, ainsi que l'intégration de la valeur de la biodiversité au niveau du système comptable national d'ici 2020.

Sera R.

CECN, premiers résultats sur Nosy Be : Stock de carbone en baisse et stock d'eau en abondance



Rivosoa Rabenandrianina, point focal national du Programme Biodiversité de la COI.

Le capital naturel de Nosy Be a été décortiqué et comptabilisé dans le cadre de la mise en œuvre de l'outil de comptabilisation écosystémique du capital naturel (CECN), dont les premiers résultats ont été restitués hier, dans le cadre d'un atelier à l'hôtel Panorama.

En 10 ans, entre 2006 et 2016, les forêts de Nosy Be ont diminué de 46%, avec 6154ha de forêts en moins, devenues des savanes arbustives voire herbeuses, ou des plantations et distilleries d'ylang-ylang. En revanche, les mangroves ont augmenté en superficie avec 162ha en plus, soit une augmentation de 17%. Il s'agit toutefois, de mangroves dégradées. Les récifs coralliens, eux, ont augmenté de 0,6% avec 19ha de plus. Quant aux complexes hôteliers, ils ont augmenté de 70% avec 69ha de plus en termes d'occupation des terres. La même tendance est observée au niveau des villages qui couvrent 82ha de plus (une augmentation de 41%) en termes de superficie occupée dont 49ha de nouveaux villages. La migration est passée par là.

Ces données figurent parmi les résultats préliminaires des travaux de mise en œuvre de la méthodologie de comptabilisation écosystémique du capital naturel ou CECN, restitués, hier. Cette méthodologie conçue dans le cadre de la Convention sur la Diversité Biologique (CDB), laquelle a été adaptée par le Groupe de Travail Ecosystémique CECN (GTE CECN) pour l'étude de cas de Nosy be, a ainsi permis de décortiquer, d'analyser et de comptabiliser le capital naturel de Nosy Be. « Ce travail de comptabilisation écosystémique tient compte des êtres humains comme faisant partie intégrante des écosystèmes. Les résultats restitués permettront d'influencer les décisions politiques en termes de développement », explique Rivosoa Rabenandrianina, point focal national du Programme Biodiversité de la Commission de l'Océan Indien (COI).

Comptes. Parmi les comptes créés dans le cadre de ce travail figurent entre autres, le compte de l'occupation des terres (d'où ont été tirées les données citées plus haut) ; le compte du carbone ; de l'eau et des services fonctionnels des infrastructures. Le compte de l'eau a, à titre d'exemple, permis de savoir à propos des ressources en eau, que, d'une part, plus de 98% du stock d'eau de Nosy Be proviennent de l'eau souterraine, l'eau de surface ne couvrant que moins de 2%, et d'autre part, l'île dispose d'un volume d'eau abondant et que le stock se renouvelle chaque année. Le compte carbone inclut également des données aboutissant à un bilan global de diminution des stocks carbone, en dépit d'une augmentation du stock carbone pour les prairies.

Ces données et interprétations, fruits des travaux de mise en œuvre de la méthodologie CECN, constituent une étape dans la mise en œuvre de la feuille de route nationale élaborée par l'Etat malgache en 2015 dans le cadre du Programme Biodiversité de la COI, financé par l'Union Européenne, pour adopter la norme du cadre central du Système de Comptabilité Ecomonique et Environnementale (SCEE). Etant signataire de la Convention sur la Biodiversité Biologique, en effet, Madagascar s'était engagé, conformément aux objectifs d'Aichi (ndlr, plan stratégique de dix ans, de 2011 à 2020, adopté en 2010 à Aichi au Japon, et regroupant 20 objectifs pour la biodiversité) à faire en sorte que d'ici 2020, « les valeurs de la diversité biologique seront intégrées dans les stratégies et les processus de planification nationaux et locaux de développement et de réduction de la pauvreté, incorporés dans les comptes nationaux et dans les systèmes de notification ». Cette feuille de route de 2015 doit conduire Madagascar vers l'intégration du capital naturel dans le système de comptabilité national. Elle prévoit une mise en routine de l'intégration de la valeur de la biodiversité au niveau du système comptable national vers l'horizon 2020.

Hanitra R.

L'Express DE MADAGASCAR

14 Juillet 2018

https://www.lexpressmada.com/14/07/2018/environnement-engagement-pour-les-valeurs-biologiques/

Engagement pour les valeurs biologiques

« Madagascar fait partie des pays signataires de la convention sur la diversité biologique. D'ici 2020, le pays s'engage aux valeurs de la diversité biologique, intégrées dans les stratégies et les processus de planification nationaux et locaux. Un nouvel outil de Comptabilisation Eco systémique du Capital Naturel a été mis en œuvre par le Groupe de Travail Eco systémique. Cette étude a permis de révéler les découvertes de Nosy Be sur le plan de l'écosystème et de la biodiversité ».

L'Etat a établi comme priorité la valorisation du capital naturel. Du coup, une feuille de route nationale à été élaborée en 2015 dans le cadre du Programme Biodiversité de la Commission de l'océan Indien, financé par l'Union Européenne. Ainsi, il vise à adopter la norme du cadre central du Système de Comptabilité Économique et Environnementale. Un nouvel outil de Comptabilisation Eco systémique du Capital Naturel ou CECN, a permis de faire une étude sur Nosy Be. Cette étude révèle les problèmes de la région grâce à l'utilisation de cet outil.

Selon les propos du point focal national de biodiversité de la Commission de l'océan Indien, Rivosoa Rabenarivo, « le choix de Nosy Be a été stratégique vu que cette région remplit les critères de recherche et notre étude va de l'échelle plus petite ».

Une restitution, montrant les résultats de recherche sur la région de Nosy Be, s'est tenue hier à l'hotel Panorama. Cet atelier vise à sensibiliser les décideurs sur les résultats de l'étude ainsi que sur la mise en œuvre des prochaines étapes. L'atteinte de l'objectif d'Aichi de 2020, qui parle surtout de l'intégration du pays dans la biodiversité naturelle, se fera à l'aide de l'application des résultats de recherche.

Narindra Seheno

Capital naturel : vers la confrontation des données



À l'issue de l'atelier de restitution des résultats de mise en œuvre de l'outil de Comptabilisation écosystémique du capital naturel (CECN), clôturé vendredi, à l'hôtel Panorama Andrainarivo, la confrontation des données statistiques, issues des départements interministériels, constituera la prochaine étape à franchir pour Madagascar. Le cas de Nosy Be a été mis en exergue.

« L'étape cruciale à franchir pour définir les cinq différents comptes comptables du CECN, à savoir la couverture du sol, l'écosystèmique, la carbosystémique, les infrastructures systémiques et le compte monétaire qui valorise les quatres premiers », a souligné le responsable du point focal de la biodiversité de la Commission de l'océan Indien (COI), Rivosoa Rabenandrianina.

Feuille de route nationale

Madagascar a signé la convention sur la diversité biologique, conforme aux objectifs d'Aichi. Un engagement qui stipule que d'ici 2020, les valeurs de la diversité biologique seront incorporées dans les comptes nationaux.

Dans cette optique, une feuille de route nationale a été élaborée en décembre 2015, pour la mise en œuvre du CECN. Depuis, différentes étapes ont été franchies dont notamment la mise en pratique de la méthodologie de cette comptabilisation qui a été conçue dans le cadre de la convention. L'étude du cas de Nosy-Be a été particulièrement adaptée à cette méthodologie par le Groupe de travail écosystémique CECN (GTE CECN) où la stratégie de gestion intégrée des terres, des eaux et des ressources vivantes, qui favorise la conservation et l'utilisation durable d'une manière équitable, a particulièrement été soulignée. Reconnaissant ainsi que les êtres humains, avec leur diversité culturelle, font partie intégrante des écosystèmes.

Sera R.

l'express



ÉCOSYSTÈME MARIN

Les herbiers ce pilier de nos lagons

Ils jouent un rôle important dans la conservation de nos lagons, les herbiers marins. Liés au système de marécages, de récif corallien et de mangrove, leur bon état est un garant de la santé de notre mer.

LES membres du *Coral Reef Network* ont assisté à une formation de quatre jours sur la cartographie, le suivi, l'état et l'identification des herbiers de Maurice la semaine dernière. Parmi les participants à cette formation, financée par la Commission de l'océan Indien (COI) sous son programme biodiversité, se trouvaient les organisations non gouvernementales (ONG) Reef Conservation, Eco-Sud et leur projet Lagon Bleu, et des entités étatiques.

Les herbiers marins autour de Maurice sont des zones qui jouent des rôles d'une importance capitale dans l'équilibre de nos lagons.

À Maurice, l'importance des herbiers est largement méconnue du grand public, nécessitant un effort important pour les mettre en avant et les protéger. Des herbiers ont été arrachés pendant des années pour obtenir des aires de baignade considérées propres pour l'utilisation de la mer par les Mauriciens et les touristes. Malheureusement, les dégâts aux herbiers ont un impact direct sur l'état des autres systèmes aquatiques autour de l'île.

«*Les herbiers permettent de conserver des coraux en bon état. Pour faire simple, si un herbier va mal, la barrière de corail sera elle aussi mal en point et inversement*», explique Céline Mithernique, experte en biologie marine pour l'ONG Reef Conservation. «*Les herbiers ont un rôle physique en retenant une partie du sable et un rôle biologique aussi pour la reproduction de plusieurs espèces.*»

Ces deux rôles sont dus aux spécificités des herbiers eux-mêmes qui sont complètement différents des algues. Beaucoup confondent les herbes marines avec les algues. Les herbiers marins sont composés avant tout de plantes avec des racines.

«*La différence principale est que les herbes marines poussent sous l'eau mais possèdent un système de racines pour se maintenir dans le fond sablonneux. Les algues de leur côté possèdent des crampons qui leur permettent de se maintenir sur un fond dur comme la roche*», ajoute Céline Mithernique.

Physiquement, la présence des herbiers permet moins de sable en suspension dans l'eau, ce qui en retour permet à la lumière de pénétrer dans l'eau, ce dont les récifs coralliens ont besoin. De plus, ils ralentissent l'érosion du sable en le maintenant pour ne citer que cela. Ce n'est pas seulement les herbiers marins qui jouent un rôle biologique important pour les poissons juvéniles. Ces derniers vont y trouver une protection contre les prédateurs et de la nourriture. Les mollusques sont aussi grandement présents, on peut y voir des concombres de mer (*bambaras*) qui sont des détritivores qui nettoient l'eau de matières organiques.

ÉQUILIBRE

Reef Conservation et Lagon Bleu protègent deux herbiers sous le *Voluntary Marine Conservation Area* (VMCA), respectivement celui de Roches-Noires dans le nord-est et de Bandes d'Olives dans la région de Blue-Bay. Ces deux zones volontaires comptent pour beaucoup sur la volonté des personnes engagées des communautés adjacentes pour leur protection.

«*Certains pêcheurs et skippers ne sont pas forcément au courant de l'importance des herbiers qu'ils prennent pour des algues. Il nous faut leur expliquer leur rôle*», ajoute de son côté Shashi Chumun, *Project Manager* à Lagon Bleu. «*Des dégâts ont été faits par le passé par les ancres, la pêche à la senne mais maintenant nous travaillons avec les usagers de la mer pour qu'ils comprennent l'importance des herbiers.*»

Par le passé, le biotope des herbiers comprenait aussi des animaux désormais disparus, comme les dugongs mauriciens exterminés par la chasse. Dautres souffrent car leur espace de reproduction disparaît en faveur de la photo de carte postale. Les herbiers ne sont pas tous perdus. Conservés en bon état, ils auront un impact positif sur le lagon. Mais le travail ne se limite pas qu'aux herbiers, c'est tout un système lié entre les mangroves, les marécages, les récifs coralliens et les herbiers qui permet au lagon de survivre et d'être en équilibre.

«*Différentes espèces sont importantes aux herbiers, les dugongs ne sont plus là mais d'autres peuvent encore être protégées*», continue Shashi Chumun. «*Nous avons les tortues, par exemple, un herbier en bonne santé permettra aussi que l'on retrouve des tortues marines dans le lagon.*»

Xavier MAUGUERET

COI et ses Projets

Coopération

18 Juillet 2018

http://defimedia.info/

Le Défi QUOTIDIEN

11e édition du Forum Économique des îles de l'océan Indien

Le Forum économique des îles de l'océan Indien (FEIOI), évènement économique majeur pour les acteurs publics et privés de l'océan Indien, se tiendra cette année du 26 au 28 septembre à Madagascar. C'est ce que révèle la Mauritius Chamber of Commerce and Industry (MCCI). Le FEIOI est un évènement annuel porté depuis 2005 par l'Union des Chambres des îles de l'océan Indien (UCCIOI), avec le soutien de la Commission de l'océan Indien (COI) et l'Union européenne. Il a pour objectif de contribuer à la mission de facilitation des affaires qui incombe à l'UCCIOI. Le Forum vise donc à faciliter le développement des relations d'affaires pour les entreprises de l'océan Indien, à être un haut lieu de concertation public-privé et enfin, encourager à trouver les solutions pour une amélioration continue de l'environnement des affaires dans l'océan Indien.

D.M

L'Express DE MADAGASCAR

13 Juillet 2018

https://www.lexpressmada.com/13/07/2018/prix-litterature-de-locean-indien-ecrivains-et-poetes-livrez-vite-votre-plume/

Prix littérature de l'océan Indien – Écrivains et poètes, livrez vite votre plume



Le « Prix Indianocéanie » est le premier prix littéraire de la zone océan Indien. Les écrivains majeurs s'exprimant en français ont jusqu'au 31 août pour déposer leur œuvre auprès de l'organisation

Lancé officiellement lors d'une conférence de presse le mercredi 20 juin 2018, au siège de la Commission de l'océan Indien à Ebène à l'Ile Maurice, un appel régional à écriture pour le Prix Indianocéanie se présente comme une opportunité en or, pour les férus de plume s'exprimant dans la langue de Molière et ayant plus de dix-huit ans à la date de la remise de son manuscrit, pour faire valoir leur talent.

Contes, nouvelles, essais, romans, théâtre, ou recueil de poésie avec une originalité thématique et un lien pertinent avec l'indianocéanie peuvent disputer ce prix. Le manuscrit doit être composé de textes de vingt pages, ayant au minimum quatre-vingt mille caractères, signes et espaces compris, et au maximum cent pages avec quatre cent vingt mille caractères, signes et espaces compris. L'œuvre en compétition doit être non primée et anonyme. Les intéressés ont jusqu'au 31 août pour déposer leur manuscrit auprès de l'organisation. Les règlements et les fiches d'inscriptions sont disponibles sur la page Facebook de Prix Indianocéanie ou sur le site de la Commission de l'Océan Indien, et également auprès du ministère de la Culture, de la Promotion de l'artisanat et de la Sauvegarde du patrimoine.

Grand prix

Le lauréat du Prix Indianocéanie verra son œuvre éditée en trois cents exemplaires et bénéficiera d'un chèque de 1000 euros « Le Prix Indianocéanie, qui est le premier prix littéraire de la Zone océan indien, a pour but de valoriser le patrimoine commun et à promouvoir les talents artistiques régionaux. Valoriser ce qui nous relie, les résonances culturelles

et humaines indéniables de nos îles, il bénéficie du soutien de l'Organisation Internationale de la Francophonie et de l'entreprise mauricienne BlueSky », selon Hamada Madi, Secrétaire Général de la Commission de l'océan Indien, lors de cette conférence de presse. Ce prix rentre dans le cadre des projets 2018 « Soutien aux manifestations littéraires », axé sur le livre.

Ricky Ramanan

Projet Jiro-Ve : Accès à l'éclairage propre, bon marché et écologique



C'est ce type de petite lampe LED qui procure l'éclairage aux ménages. (Photo COI-Energies)

Le concept semble avoir bien marché depuis sa genèse en 2012 et son lancement, puis, sa mise à l'échelle quelques années plus tard.

Il s'agit de pallier au non accès à la lumière électrique via le réseau de la JIRAMA, par la location de lampes LED rechargeables à l'énergie solaire. Le projet Jiro-VE (village entrepreneur), porteur de ce concept, a basé celui-ci sur un modèle de franchise. Le résultat est plus qu'encourageant dans les localités où le projet a été développé : Jiro-Ve travaille aujourd'hui avec des franchisés préalablement formés, qui louent plus de 7 000 lampes LED permettant à 35 000 personnes, d'avoir accès à un éclairage propre, bon marché, écologique et sans danger pour la santé. Ayant atteint ses objectifs, ce projet (co-financé à hauteur de 75 000 euros par le programme ENERGIES de la Commission de l'Océan Indien) a été clôturé avec un mois d'avance.

Clés du succès. Jiro-Ve installe chez ses franchisés des panneaux solaires pour recharger les lampes. Une fois rechargées, ces lampes d'une autonomie de 8 à 24 h, sont livrées chez les usagers en fin de journée, moyennant Ar 200 par lampe. La moitié du prix d'une bougie, et bien moins que le prix du pétrole lampant, les deux sources d'éclairage habituellement utilisées par les ménages n'ayant pas accès à l'électricité. Le franchisé touche alors une commission d'environ 30% sur chaque lampe louée. Le matin, les lampes sont ramassées pour être rechargées à l'énergie solaire et à nouveau livrées, chargées, en fin de journée. Le cycle est bien rôdé car les usagers sont de plus en plus nombreux à avoir recours à ce service.

Exporter le modèle. Le projet, visant à donner accès à l'énergie à certaines des communautés rurales et urbaines les plus pauvres à Madagascar, s'est développé en quelques années. Pour Eddy Wellens, expert Energies et Appel à Propositions du programme COI-ENERGIES, ce projet doit son succès à plusieurs facteurs, notamment un plan d'affaires clair, une croissance

organique, une équipe enthousiaste et des frais généraux réduits. Fort de ce succès, Jiro-Ve espère accroître la portée de ses activités en devenant le fournisseur des matériaux solaires en tout genre sur le territoire malgache. « Nous souhaitons rendre l'énergie renouvelable accessible à tous les Malgaches. Où que vous habitez et quel que soit votre niveau de revenus, nous aurons une solution pour vous », a affirmé Rik Stamhuis, co-fondateur de l'entreprise sociale Jiro-Ve. Il souhaiterait, par la suite, exporter le modèle à d'autres pays.

Recueillis par Hanitra R.

Ouverture à Nairobi d'une réunion sur la piraterie maritime



La 21ème réunion du Groupe de contact sur la piraterie au large des côtes de la Somalie (CGPCS) s'est officiellement ouverte officiellement, jeudi au Bureau des Nations Unies à Nairobi, avec la participation de plus de 200 délégués venus d'une soixantaine de pays.

Cette rencontre de trois jours permettra aux principales parties prenantes, principalement des pays ayant une façade maritime d'identifier les nouvelles menaces liées à la piraterie et de proposer des initiatives visant à la combattre.

Le ministre mauricien des Affaires étrangères, Vishnu Lutchmeenaraidoo qui préside le Groupe de contact, a appelé à des efforts concertés et à une solution à long terme pour lutter contre la piraterie au large des côtes de la Somalie.

« Le temps est venu d'aller vers une solution à long terme à la crise de la piraterie en Somalie et le combat peut être gagné si nous accordons la priorité aux investissements et projets de développement communautaires tout en augmenter les capacités d'intervention des services de sécurité », a-t-il fait observer. À l'issue de la réunion, une déclaration commune sous forme d'un communiqué sera adoptée par les participants.

Le communiqué qui fera office de feuille de route indiquera la voie à suivre pour dissuader les pirates de s'adonner à cette pratique illicite au large des côtes somaliennes et dans l'Océan indien occidental. Selon le Rapport sur l'état de la piraterie maritime d'Oceans Beyond Piracy (OBP) de 2017, les cas de vols maritimes sur la côte est-africaine ont doublé, passant de 27 en 2016 à 54 durant l'année sous revue.

Le long de la côte ouest-africaine, il y a eu 97 incidents en 2017 contre 95 en 2016, d'après l'organe de lutte contre la piraterie. Selon ledit rapport, 100 membres d'équipage ont été pris en otage, dont 90 détenus pendant plus d'une journée, contre seulement 56 l'année précédente.

L'OBP a été créé en 2010 en réponse à la progression de la crise de la piraterie au large des côtes somaliennes et dans toute la région de l'Océan indien occidental.

Journal du Cameroun.com

https://www.journalducameroun.com/en/nairobi-hosting-plenary-on-threat-from-piracy/

https://www.capitalfm.co.ke/news/2018/07/group-seeks-wider-mandate-to-crush-sea-piracy/

Group seeks wider mandate to crush sea piracy



According to the Chairman of the Indian Ocean Commission, the existential threat posed by piracy could only be tackled effectively with a wider mandate.CFM NEWS

The Contact Group on Piracy off the Coast of Somalia (CGPCS) is seeking an expanded mandate to tackle piracy-linked crimes such as terrorism.

According to the Chairman of the Indian Ocean Commission, the existential threat posed by piracy could only be tackled effectively with a wider mandate. "We are making a formal proposal that the CGPCS becomes a permanent organization that would deal with piracy and many issues linked either directly or indirectly," said Seetanah Lutchmeenaraidoo, the Chairman of the Indian Ocean Commission, who is also the Mauritius Foreign Affairs Minister.

Speaking during a media briefing on the sidelines of the 21st Plenary Session of the CGPCS at the United Nations Complex in Gigiri, Nairobi, he singled out terrorism and cross-border crime as key drivers of piracy. "You cannot fight piracy if you forget the other connected issues. We're going to suggest that we work on how to expand the piracy mission so that we integrate other connected issues," Lutchmeenaraidoo said.

The sentiments were backed by Foreign Affairs Cabinet Secretary Monica Juma and her Defence counterpart Raychelle Omamo. Omamo reiterated Kenya's commitment to peace and stability in Somalia which she said was critical in the ongoing campaign to reduce the vulnerability of populations to being enlisted to terror cells. "It is our duty to reduce the vulnerabilities of our people, to empower them to take charge of their lives, to increase economic prosperity, and that can only come when there's peace and stability," she said.

Omamo noted efforts being made by the Kenya Defence Forces in the war against piracy at the Indian Ocean saying the war on terrorism will be sustained. "We must fight these ills – piracy and terrorism – in tandem because in many ways terrorism extends into the waters through piracy and

piracy extends to land through terrorism," she observed. In her comments CS Juma emphasized the importance of enhanced maritime security saying piracy was a threat to Kenya's ambition of harnessing the potential of the blue economy.

"Maritime security becomes very important to foundation the blue economy discussions and strategies that will improve the prosperity of coastal communities, improving their livelihoods, growing our prosperity and improving humanity in general," the Foreign Affairs CS stated. She said maritime security and blue economy were intertwined hence the government's commitment to the war against piracy. According to Oceans Beyond Piracy's (OBP) State of Maritime Piracy Report (2017), incidents of sea robbery in the East African coast alone doubled from 27 in 2016 to 54 in the year under review.

OBP reported a similar trend for seafarers exposed to piracy threats from 545 in 2016, to 1,102 in 2017. Along the West African coast, there were 97 incidents in 2017 compared to 95 in 2016 according to OBP. The study reported a total of 21 kidnappings, thrice the number reported in 2016. According to the report, 100 seafarers were taken hostage among whom 90 were held for more than a day compared to only 56 in 2016. Two killings were reported.

The ongoing session CGPCS has attracted delegates from 68 nations numbering over 200 is set to conclude on Friday with a common declaration on deterrence of piracy threats off the coast of Somalia. Mauritius currently chairs the CGPCS which was established by the United Nations on January 14, 2009 to facilitate the discussion of actions and policies among States working to suppress piracy on the Somali coast.

The establishment of the Working Group was in response to the United Nations Security Council Resolution 1851 of 2008 which was later replaced with resolution 1918 of 2010. The Working Group comprises among others a virtual legal forum, Law Enforcement Task Force, and the United Nations Trust Fund.

By JEREMIAH WAKAYA

https://twitter.com/ForeignOfficeKE/status/1017622302035505153



12 Juillet 2018

http://www.xinhuanet.com/english/2018-07/12/c_137320371.htm

Kenya calls for commitment to eradicate piracy off coast of Somalia

Kenya on Thursday hosted an estimated 200 delegates from 68 countries amid renewed pledge to support innovative strategies aimed at eradicating the menace of piracy along the Somalia coastline. The 21st Plenary Session of the Contact Group on Piracy off the Coast of Somalia (CGPCS) that was attended by ministers, diplomats and security experts vowed to inject fresh impetus on efforts to contain maritime security threats in Somalia and the western Indian Ocean territory.

Raychelle Omamo, the Kenyan Cabinet Secretary for Defense, said in her opening remarks at the forum that a re-invigorated approach to eradicate piracy in Somalia waters is critical to boost economic growth and stability in the Horn of Africa state. "We must enhance collaboration to eliminate the challenge of piracy and other maritime security threats that are in many ways linked to under-development in Somalia and the Horn of Africa region," Omamo said.

She noted that Kenya has rallied behind multinational efforts aimed at thwarting attacks on commercial vessels plying along the Somalia coastline. Omamo emphasized that skills upgrade for Somalia Coast guard, cross-border intelligence sharing and investments in livelihood projects is key to eradicate piracy in Somalia waters. "There is need to address the root causes of piracy that happens to be poverty, weak governance and inadequate policing," said Omamo.

"Empowering jobless youth living in Somalia coastline will also discourage them from participating in piracy and other maritime crimes," she added.
The Kenyan government in conjunction with multilateral partners hosted the three-day summit that is expected to come up with a comprehensive roadmap to revitalize the war against piracy off the coast of Somalia. Vishnu Lutchmeenaraidoo, the Mauritius Minister for Foreign Affairs and Chair of Contact Group on Piracy off the Coast of Somalia, said that a new paradigm shift was an imperative in order to defeat the menace of piracy and other maritime crimes along the Somalia coastline.

"The time is ripe to explore long-term solution to the piracy crisis in Somalia and momentum will be sustained if we prioritize investment in community livelihood projects and strengthening of maritime security through enhanced policing," Lutchmeenaraidoo remarked.

He noted that international collaboration on maritime security coupled with capacity building of Somalia Coastguard and public awareness has led to a sharp drop in hijacking of commercial vessels. Ahmed Kheyr Abdulkadir, the Somalia minister for foreign affairs, said Mogadishu has developed a robust counter-piracy strategy that blends military strength, diplomacy and community engagement to eradicate piracy.

"We are strengthening the capacity of coast guard to protect our waters while tackling illegal fishing and poverty that drives Somalia youth to piracy," Abdulkadir said.

Editor: Mu Xuequan

NAMPA NAMIBIA PRESS AGENCY

http://www.nampa.org/index.php?model=categories&function=display&id=18094308

SEAGUARDIAN

http://naaju.com/tanzania/countries-resolving-to-revitalize-the-war-on-piracy-off-the-somali-coast-xinhua/

mysailing.com.au
sailing • yachting • cruising

http://www.mysailing.com.au/latest/kenya-calls-for-commitment-to-eradicate-piracy-off-coast-of-somalia



13 Juillet 2018

http://www.xinhuanet.com/english/2018-07/13/c_137322553.htm

Countries resolve to revitalize war against piracy off Somalia Coast

The 21st Plenary Session of the Contact Group on Piracy off the Coast of Somalia (CGPS) ended in Nairobi on Friday with delegates from 68 nations endorsing a communiqué to chart a new roadmap to eradicate the menace in the Horn of African nation. Kenya and its multilateral partners hosted the three-day high-level forum to discuss new strategies to contain the menace of piracy along Somalia and Western Indian Ocean coastlines that was attended by ministers, diplomats and security experts.

The delegates in their joint communiqué acknowledged that piracy remains a huge maritime threat that has undermined economic growth, peace and stability in Somalia. "We welcome continued efforts by the international community to combat and deter piracy off the coast of Somalia while acknowledging the threat though suppressed has not been eradicated," said the delegates.

The Nairobi summit in its final communiqué proposed a raft of measures geared towards eradicating maritime security threats in Somalia. Among the resolutions that were endorsed include robust engagement of state and non-state actors like industry and civil society at regional and global levels to contain piracy in Somalia waters.

Likewise, delegates pledged support for a UN-funded counter piracy initiatives that provide technical assistance to countries in the eastern African region to enhance arrest and prosecution of culprits. "The plenary reiterated its support to the UN Trust Fund to support initiatives of states countering piracy off the coast of Somalia and called for its continuation," said the communiqué.

Delegates rallied behind other innovative measures like economic empowerment of coastal communities as well as improved governance and investment in surveillance infrastructure to defeat the menace of piracy in the Somalia coastline. "Continued international naval presence as well as action on illegal fishing and other maritime crimes should inform counter-piracy activities in Somalia and Western Indian ocean coastlines," said the Communiqué.

Vishnu Lutchmeenaraidoo, the Mauritius minister for foreign affairs and chair of Contact Group on Piracy off the Coast of Somalia, said the Nairobi summit

endorsed an enlarged mandate for the international community to hasten the momentum towards a piracy free Somalia. "We agreed that a long-term solution to the piracy menace in Somalia is needed and realization of that goal will be hinged on enhanced collaboration alongside provision of alternative livelihood for vulnerable youth," Vishnu said.

He stressed that investments in the blue economy that guarantees shared prosperity will boost response to maritime threats facing Somalia and neighboring countries.

Editor: Mu Xuequan

Naaju

http://naaju.com/tanzania/countries-resolving-to-revitalize-the-war-on-piracy-off-the-somali-coast-xinhua/

topix

http://www.topix.com/news/pirates/2018/07/countries-resolve-to-revitalize-war-against-piracy-off-somalia-coast?fromrss=1

China.org.cn

http://www.china.org.cn/world/Off_the_Wire/2018-07/13/content_56733060.htm

THE MOST FROM THE COAST !
Coastweek.com

http://www.coastweek.com/4128-Kenya-calls-for-commitment-to-eradicate-piracy-off-coast-of-Somalia.htm

13 Juillet 2018

https://www.the-star.co.ke/news/2018/07/13/kenya-denies-troops-involved-in-sugar-charcoal-trade-in-somalia_c1786258

Kenya denies troops involved in sugar, charcoal trade in Somalia



Defence Cabinet Secretary Amb.Raychelle Omamo with the Chairman of the Contact group on Piracy off the Coast of Somalia Vishnu Lutchmeenaraidoo during the opening of the 21st plenary session of the contact group on piracy off coast of Somalia at the United Nations offices on 12th.July.2018./EZEKIEL AMING'A

The UN Security Council has been cautioned against linking peacekeeping troops in Somalia to illegal charcoal and sugar trade without evidence.

Defence Cabinet Secretary Raychelle Omamo yesterday told the teams monitoring the peace process against accusing African Union Mission in Somalia (Amisom) soldier. She said they should stop finger-pointing, sensational and unsubstantiated allegations.

Omamo spoke during the UN Security Council's Contact Group on Piracy off the Coast of Somalia 21st Plenary Session at the UN headquarters in Nairobi. The Contact Group is probing terrorism financing in Somalia. "I note that the group has taken the initiative to grapple with questions relating to the financing of terrorism and is examining the charcoal trade and sugar smuggling as a source," she said. More than 200 delegates from 68 states and international organisations attended the three-day meeting.

Foreign Affairs CS Monica Juma, her counterparts Ahmed Awad (Somalia) and Vishnu Lutchmeenaraidoo (Mauritius), the UN assistant secretary for political affairs Tayé-Brooke Zerihoun and secretary general of the Indian Ocean Commission Hamada Madi were present.

The Group's Plenary Session theme was "Leaving a long-lasting legacy for the region." In November last year, the council's Somalia and Ethiopia monitoring group report linked the Kenya Defence Forces, which is part of Amisom, to export and import of charcoal. However, the KDF spokesman

Col David Obonyo dismissed the report as untrue. He said the soldiers were not in Somalia to trade, but to enforce Amisom's mandate. Omamo warned that linking the troops to smuggling undermines the soldiers' significant contribution in the fight against al Shabaab to restore stability in Somalia.

"We expect a responsible approach. The contact group should instead lead the way in delving in demand and supply side factors including absence of an Amisom maritime mandate to properly police territorial waters," she said. The CS asked the group to look into lack of alternative livelihoods for coastal communities and the possible role multi-national navies located off coast of Somalia can play in intercepting illegal cargo.

Omamo challenged the group to ensure its work is people-centred by building a framework of peace and security to allow investment in the region for to create employment for millions of jobless youths. She noted that piracy, terrorism and other transnational crimes in our region are connected to underdevelopment, lack of opportunity and limited access to resources.

"Security serves no purpose if it does not operate as an instrument for the transformation and improvement of lives. Maritime security is essential for sustainable exploitation of the blue economy," Omamo said. The CS reiterated that threats such as illegal and unregulated fishing, trafficking in small and light weapons, the poaching of marine resources and dumping of toxic waste in waters off the Horn of Africa should also be eradicated.

"These malpractices exacerbate poverty and increase the vulnerability of our people to radicalisation, extremism and crime," Omamo said. She called for adequate funding for the AMISOM troops and member states to increase soldiers to win war against Al Shabaab for Somalia to build a strong national security force and strengthen its structure of government. Omamo added that a stable Somalia will eliminate piracy off the shores of the Horn of Africa.

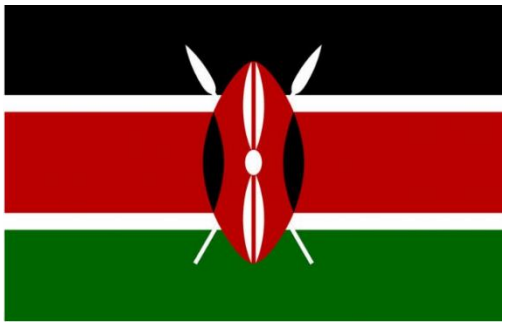
By SAMUEL KISIKA

INDEPENDENT
THE MOST READ NEWSPAPER AMONG BUSINESS AND POLITICAL ELITES

13 Juillet 2018

https://independent.ng/kenya-calls-for-commitment-to-eradicate-piracy-off-coast-of-somalia/

Kenya calls for commitment to eradicate piracy off coast of Somalia



Kenya on called for re-invigorated approach to eradicate piracy in Somalia waters is critical to boost economic growth and stability in the Horn of Africa state. Raychelle Omamo, Kenyan Cabinet Secretary for Defence, made the call at the opening of the 21st Plenary Session of the Contact Group on Piracy off the Coast of Somalia (CGPCS).

200 delegates from 68 countries, comprising of ministers, diplomats and security experts vowed to inject fresh impetus on efforts to contain maritime security threats in Somalia and the western Indian Ocean territoryforum that "We must enhance collaboration to eliminate the challenge of piracy and other maritime security threats that are in many ways linked to under-development in Somalia and the Horn of Africa region," Omamo said.

She noted that Kenya has rallied behind multinational efforts aimed at thwarting attacks on commercial vessels plying along the Somalia coastline. Omamo emphasised that skills upgrade for Somalia Coast guard, cross-border intelligence sharing and investments in livelihood projects is key to eradicate piracy in Somalia waters. "There is need to address the root causes of piracy that happens to be poverty, weak governance and inadequate policing," said Omamo.

"Empowering jobless youth living in Somalia coastline will also discourage them from participating in piracy and other maritime crimes," she added. The Kenyan government in conjunction with multilateral partners hosted the three-day summit that is expected to come up with a comprehensive roadmap to revitalize the war against piracy off the coast of Somalia. Also speaking, Vishnu Lutchmeenaraidoo, the Mauritius Minister for Foreign Affairs and Chair of Contact Group on Piracy off the Coast of Somalia, said that a new paradigm shift was an imperative in order to defeat the menace of piracy and other maritime crimes along the Somalia coastline.

"The time is ripe to explore long-term solution to the piracy crisis in Somalia and momentum will be sustained if we prioritise investment in community livelihood projects and strengthening of maritime security through enhanced

policing," Lutchmeenaraidoo remarked. He noted that international collaboration on maritime security coupled with capacity building of Somalia Coastguard and public awareness has led to a sharp drop in hijacking of commercial vessels.

Ahmed Abdulkadir, the Somalia minister for foreign affairs, said Mogadishu has developed a robust counter-piracy strategy that blends military strength, diplomacy and community engagement to eradicate piracy. "We are strengthening the capacity of coast guard to protect our waters while tackling illegal fishing and poverty that drives Somalia youth to piracy," Abdulkadir said.

COI et ses Projets

Sécurité Maritime

13 Juillet 2018

http://www.mfa.go.ke/contact-group-piracy-off-coast-somalia-cgpcs/

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS
REPUBLIC OF KENYA

Contact Group on Piracy off the Coast of Somalia (CGPCS)



The Cabinet Secretary for Foreign Affairs, Amb Monica Juma joined her counterpart from the Ministry of Defence, Amb. Raychelle Omamo at the opening session of the 21st Plenary Session of the Contact Group on Piracy off the Coast of Somalia (CGPCS), at UN Complex, Gigiri on July 12, 2018. In her statement the Cabinet Secretary stressed the importance of Maritime security as a prerequisite for a prosperous and sustainable blue economy and ensured the conservation of ocean health. She further reinforced Kenya's commitment to the objectives of CGPCS and suggested a widening of its mandate to other forms of maritime crimes within the Western Indian Ocean.

Kenya denies troops involved in sugar, charcoal trade in Somalia

Security Council has been cautioned against linking peacekeeping troops in Somalia to illegal charcoal and sugar trade without evidence. Defence Cabinet Secretary Raychelle Omamo yesterday told the teams monitoring the peace process against accusing African Union Mission in Somalia (Amisom) soldier. She said they should stop finger-pointing, sensational and unsubstantiated allegations.

Omamo spoke during the UN Security Council's Contact Group on Piracy off the Coast of Somalia 21st Plenary Session at the UN headquarters in Nairobi. The Contact Group is probing terrorism financing in Somalia. "I note that the group has taken the initiative to grapple with questions relating to the financing of terrorism and is examining the charcoal trade and sugar smuggling as a source," she said. More than 200 delegates from 68 states and international organisations attended the three-day meeting.

Foreign Affairs CS Monica Juma, her counterparts Ahmed Awad (Somalia) and Vishnu Lutchmeenaraidoo (Mauritius), the UN assistant secretary for political affairs Tayé-Brooke Zerihoun and secretary general of the Indian Ocean Commission Hamada Madi were present. The Group's Plenary Session theme was "Leaving a long-lasting legacy for the region."

In November last year, the council's Somalia and Ethiopia monitoring group report linked the Kenya Defence Forces, which is part of Amisom, to export and import of charcoal. However, the KDF spokesman Col David Obonyo dismissed the report as untrue. He said the soldiers were not in Somalia to trade, but to enforce Amisom's mandate. However, the KDF spokesman Col David Obonyo dismissed the report as untrue. He said the soldiers were not in Somalia to trade, but to enforce Amisom's mandate.warned that linking the troops to smuggling undermines the soldiers' significant contribution in the fight against al Shabaab to restore stability in Somalia.

"We expect a responsible approach. The contact group should instead lead the way in delving in demand and supply side factors including absence of an Amisom maritime mandate to properly police territorial waters," she said. CS asked the group to look into lack of alternative livelihoods for coastal communities and the possible role multi-national navies located off coast of Somalia can play in intercepting illegal cargo.

Omamo challenged the group to ensure its work is people-centred by building a framework of peace and security to allow investment in the region for to create employment for millions of jobless youths. She noted that piracy, terrorism and other transnational crimes in our region are connected to underdevelopment, lack of opportunity and limited access to resources.

"Security serves no purpose if it does not operate as an instrument for the transformation and improvement of lives. Maritime security is essential for sustainable exploitation of the blue economy," Omamo said. The CS reiterated that threats such as illegal and unregulated fishing, trafficking in small and light weapons, the poaching of marine resources and dumping of toxic waste in waters off the Horn of Africa should also be eradicated.

"These malpractices exacerbate poverty and increase the vulnerability of our people to radicalisation, extremism and crime," Omamo said. She called for adequate funding for the AMISOM troops and member states to increase soldiers to win war against Al Shabaab for Somalia to build a strong national security force and strengthen its structure of government. Omamo added that a stable Somalia will eliminate piracy off the shores of the Horn of Africa.

By Burhan Salad
Source :– The Star

La communauté internationale mobilisée contre la piraterie dans l'Océan indien



La 21e session plénière du Groupe de contact (GCPCS) sur la piraterie aux large des côtes de la Somalie (GCPCS) s'est tenue du 12 au 13 juillet 2018 au siège du Bureau de l'ONU à Nairobi. C'est le ministre des Affaires étrangères et président de la Commission de l'Océan indien (COI), Vishnu Lutchmeenaraidoo, qui préside le GCPCS. La communauté internationale a, lors de cette réunion, réitéré sa volonté de mobiliser encore plus d'efforts pour venir à bout du problème de la piraterie dans cette partie du monde.

La participation rehaussée à cette session plénière illustre l'engagement actif de la communauté internationale à la sécurité dans l'Océan indien. Cette réunion a vu la participation des pays de la région Océan indien occidental et Afrique de l'Est mais aussi d'autres pays dont l'Australie, la Chine, la France, les Etats-Unis, l'Inde, le Pakistan, le Japon, la Russie, l'Arabie Saoudite, la Corée du Sud, l'Espagne, la Suède, la Turquie, le Royaume-Uni, le Portugal, le Panama, les Pays Bas, l'Allemagne, l'Italie, le Qatar, la Norvège, le Sri Lanka, les Pays Bas, les Émirats Arabes Unis et le Danemark.

Parmi les institutions internationales représentées, l'on retrouve la COI, l'Union européenne, l'Eastern African Community, Interpol, l'OTAN, le United Nations Department for Political Affairs, la Combined Military Forces, l'Intergovernmental Authority for Development, la UN Assistance Mission in Somalia, le Oil Companies International Marine Forum, le Somalia and Eritrea Monitoring Group, la Copenhagen University, la Coventry University et l'International Maritime Organisation.

Le GCPCS est une structure onusienne qui a été instituée en 2018 suivant la résolution 1851 du Conseil de Sécurité de l'ONU. Il s'agit d'un mécanisme de dialogue, d'échanges et de coordination entre les Etats, organisations régionales et internationales et organisations non-gouvernementales engagées dans le combat contre la piraterie aux large des côtes

somaliennes. Au terme de cette 21e session plénière, le Groupe de contact est devenu une instance permanente.

Cette nouvelle disposition lui permettra d'accentuer son engagement pour assurer une plus grande sûreté des mers dans la zone. Le ministre des Affaires étrangères, Vishnu Lutchmeenaraidoo, a exposé sa vision du devenir du GCPCS et a proposé que les parties prenantes s'engagent dans une réflexion pour élargir le mandat du Groupe de contact et y inclure d'autres formes de crimes qui sont directement liées à la piraterie. Il y a consensus pour que l'élargissement de la mission du Groupe de contact soit débattu à la prochaine session plénière. Le ministre des Affaires étrangères a fait de la sécurité maritime une considération primordiale du développement durable des pays de la région. Le GCPCS a pris note des retombées de la conférence sur la sécurité maritime organisée à Maurice en avril 2018 par la République de Maurice conjointement avec la COI et avec le soutien de l'Union européenne.

Dans un communiqué émis à l'issue de la session plénière, le GCPCS exprime sa satisfaction quant au renforcement de l'architecture sécuritaire dans la zone ouest de l'Océan indien avec, notamment, l'opérationnalisation du Centre Régional de Fusion de l'Information Maritime basé à Madagascar et du Centre régional de coordination des opérations aux Seychelles.

La 21e session plénière du GCPCS a, par ailleurs, reconnu la volonté du ministre des Affaires étrangères de bâtir sur les acquis et les réalisations du GCPCS pour renforcer la collaboration des parties prenantes en vue de réduire les risques de la piraterie dans la région. La session plénière a ainsi exprimé son soutien au thème porté par la présidence, soit « Leaving a long-lasting legacy for the region ».

Posted by Willina Omva

18 Juillet 2018

http://www.mauriceactu.mu/2018/07/18/la-coi-preside-la-21eme-session-pleniere-du-groupe-de-contact-sur-la-piraterie-au-large-des-cotes-somaliennes/

La COI préside la 21ème session plénière du Groupe de contact sur la piraterie au large des côtes somaliennes



Le Groupe de contact sur la piraterie au large des côtes somaliennes (CGPCS) a tenu sa 21ème session plénière à Nairobi du 11 au 13 juillet. Organisée par la Commission de l'océan Indien (COI), qui occupe la présidence du CGPCS, en collaboration avec la République du Kenya et l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC), cette session plénière a réuni plus de 200 participants d'une cinquantaine d'Etats et organisations. La plénière a permis de réaffirmer l'engagement de la région et de la communauté internationale à combattre durablement la piraterie et ses causes profondes.

Présidée par le ministre des Affaires étrangères de Maurice et président du Conseil de la COI, Vishnu Lutchmeenaraidoo, la 21ème session plénière du CGPCS a été l'occasion de prendre connaissance de l'état de la piraterie maritime dans l'océan Indien occidental. Le coût de la piraterie dans l'océan Indien occidental est estimé à 1,4 milliard de dollars en 2017 d'après les derniers chiffres du programme Oceans Beyond Piracy de la One Earth Foundation.

Les représentants de la mission européenne EU NAVFOR et des Forces maritimes combinées (CMF, Combined maritime Forces) ont recensé peu d'actes de piraterie depuis le regain noté au début de l'année dernière, soit deux attaques en novembre 2017 dont les auteurs présumés sont en attente de leur jugement aux Seychelles et une attaque depuis le début de cette année. « Nous ne devons aucunement relâcher nos efforts », a souligné le président du CGPCS, Vishnu Lutchmeenaraidoo, d'autant que dans le même temps les observations d'EU NAVFOR / CMF font état d'une augmentation globale des incidents maritimes. Avis partagé par les membres du Groupe de contact, à l'image de l'Union européenne, qui a indiqué sa décision d'étendre le mandat de la mission EU NAVFOR Atalanta jusqu'en décembre 2020. Les participants à la plénière ont, par ailleurs, souligné l'importance d'appréhender le risque de piraterie dans son ensemble.

C'est dans ce sens que la ministre de la Défense du Kenya, Raychelle Omamo, estime « indispensable de combattre simultanément les maux que sont la piraterie et le terrorisme car, à bien des égards, la piraterie est une extension du terrorisme en mer et la terrorisme l'écho de la piraterie sur terre ». Vishnu Lutchmeenaraidoo a abondé dans ce sens : « nous ne pouvons combattre efficacement et supprimer durablement la piraterie si nous n'attaquons pas l'ensemble des crimes et menaces qui alimentent ou sont alimentés par la piraterie. C'est pourquoi j'ai proposé qu'une réflexion soit menée sur l'extension du mandat du Groupe de contact et que les résultats soient présentés à la prochaine session plénière ». Les participants à la session plénière ont ainsi agréé la proposition de la présidence de conduire cette réflexion sur l'avenir du Groupe de contact et visant, éventuellement, à lui conférer un rôle davantage pro-actif ainsi qu'un mandat élargi à l'ensemble des crimes et menaces directement liés à la piraterie.

Les membres du CGPCS ont confirmé l'utilité de ce forum qui permet d'échanger sur les initiatives en cours et d'avoir une vision globale des activités de lutte contre la piraterie. C'est ainsi, notamment, que certaines initiatives opèrent des rapprochements, à l'instar des actions entreprises sous le Code de conduite de Djibouti et le programme MASE mis en œuvre par les organisations régionales d'Afrique orientale et australe (IGAD, COMESA, EAC, COI) sur financement européen.

La sécurité maritime s'affirme comme un enjeu majeur du développement en Afrique orientale et australe. « La sécurité maritime est un fondement des stratégies visant l'émergence de l'économie bleue comme nouveau pilier de prospérité pour les communautés côtières et l'amélioration des conditions de vie », a résumé la ministre des Affaires étrangères du Kenya, Monica Juma. Le Secrétaire général de la COI, Hamada Madi, a confirmé : « le potentiel de l'économie bleue, son potentiel de croissance et de progrès social, n'émergera que si nous sommes en mesure d'assurer collectivement, nous, les Etats et organisations de la région, la sécurité en mer avec le soutien de nos partenaires de la communauté internationale. Le CGPCS est ainsi l'expression d'une volonté commune de coopérer pour la stabilité régionale nécessaire au développement de toute l'Afrique orientale et australe mais aussi pour la sécurisation des routes maritimes de l'océan Indien parmi les plus importantes pour le commerce international. »

La prochaine session plénière du CGPCS se tiendra à la fin du premier semestre 2019.

La Redaction